



LES SYNTHÈSES DE CEROM - N° 5 - JUILLET 2007

LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNION EN 2006

Le chikungunya n'a pas brisé la croissance

Malgré la crise du chikungunya, l'année 2006 ne cède qu'un demi-point à la croissance moyenne des dix dernières années. D'après les premiers résultats issus des comptes rapides, le produit intérieur brut de La Réunion, exprimé en monnaie constante, a progressé à un rythme estimé à 4 %, presque deux fois plus rapide que celui observé au niveau national. Par rapport à 2005, année particulièrement dynamique, 2006 marque un ralentissement estimé à 0,9 point.

L'épidémie a pesé sur les résultats avec le recul du tourisme externe (- 27 % de recettes touristiques en moins), un impact significatif sur l'activité du BTP au premier trimestre et la chute de la consommation au premier semestre. Elle n'a cependant pas compromis les moteurs de la croissance globale réunionnaise. Sur les autres facteurs de croissance, l'année 2006 frôle les dynamiques exceptionnelles de 2005. Grâce aux investissements, notamment à l'investissement public au plus haut et s'intensifiant toujours (chantier de la route des Tamarins notamment), le pire a été évité au niveau global.

La hausse des prix a aussi contribué à réduire la croissance en volume. En 2006, pour la deuxième année consécutive, les prix accélèrent. La hausse des prix à la consommation atteint + 2,6 % en moyenne après + 2,2 % en 2005 ; elle concerne surtout les produits pétroliers, les transports, les loyers et les produits frais. Au total, effet prix et volume conjugués, le PIB de La Réunion exprimé à prix courants a progressé à un rythme estimé à 6,5 %.

PIB et opérations sur biens et services

	Évolutions en volume (en %)		Valeur 2006 (millions d'€)
	2005	2006	
Produit Intérieur Brut	4,9	4,0	12 720
Dépense de consommation des ménages	4,2	3,1	8 220
FBCF	14,0	11,0	3 120
Importations de biens	9,0	3,5	3 909
Exportations de biens	3,9	- 10,9	238
Dépenses des touristes	- 3,9	- 29,0	225

Une croissance riche en emplois

Comme en 2005, l'investissement est le principal pourvoyeur de croissance : avec un niveau record supérieur à 3 milliards d'euros, il génère, toutes choses égales par ailleurs, 2,7 points de croissance.

Au second rang, la consommation des ménages, traditionnellement le principal moteur de l'économie réunionnaise, est freinée au premier trimestre par la crise du chikungunya et procure 2,2 points de croissance seulement. La production des acteurs non marchands génère 1,3 points de croissance. À l'opposé, la balance commerciale pèse toujours

Les comptes économiques "rapides" : une estimation précoce de la croissance

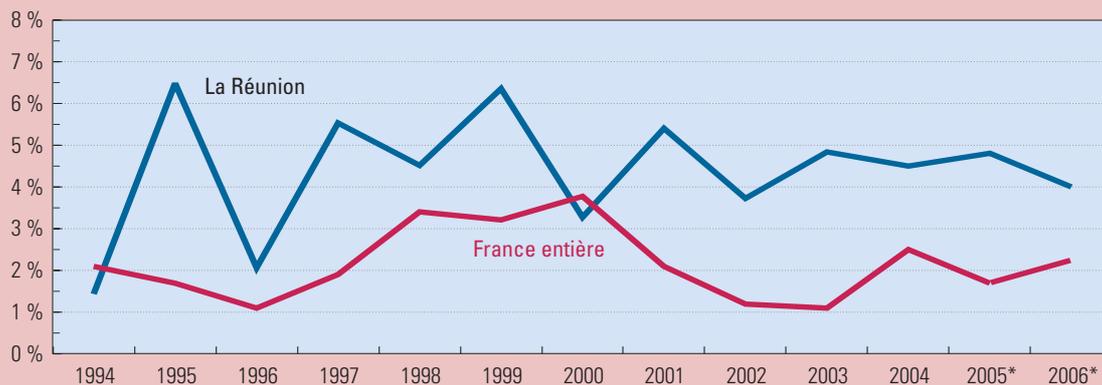
L'année 2006 marque la 2^e réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Ce compte économique rapide est produit par l'INSEE dans le cadre du projet CEROM conduit en partenariat entre l'INSEE, l'AFD, et l'IEDOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente.

Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données 2006 sera collectée.



Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance (PIB en volume) en monnaie constante, en %



* Estimations issues des comptes rapides pour La Réunion

négalement. Le déficit commercial, en se creusant de près de 250 millions d'euros, coûte 1,9 points à la croissance de l'année. Les biens d'équipement importés (en hausse de 88 millions d'euros) contribueront cependant à la croissance future.

La croissance 2006 est riche en emplois, essentiellement dans le secteur marchand où le regain d'activité et le fort soutien des politiques publiques incitent à la création de nouveaux postes de travail. Pour la deuxième année consécutive, le total des revenus distribués par le secteur marchand progresse de plus de 10 %. Sur l'ensemble de l'année, l'emploi salarié marchand non agricole progresse de 4,7 %, meilleur résultat obtenu depuis cinq ans. Grâce aux investissements publics et privés, le secteur du BTP recrute toujours massivement et utilise à plein ses capacités de production. Il entraîne dans son sillage les autres sec-

teurs (services aux entreprises, transport de marchandises, industrie manufacturière, extraction...) qui embauchent en nombre cette année pour répondre au surcroît d'activité.

À l'opposé, le secteur de l'hôtellerie-restauration, en crise profonde, échappe à cette dynamique vertueuse et marque le secteur des services aux particuliers dont les effectifs reculent de 3,1 % par rapport à 2005.

Investissement public record

En 2006, les investissements dans l'économie réunionnaise progressent à un rythme rapide, estimé à 11 % en volume (c'est-à-dire après déduction de la hausse de prix). Même s'il s'accroît moins vite qu'en 2005, l'investissement demeure très élevé et atteint un niveau jamais réalisé par le passé (estimé à plus de 3 milliards d'euros).

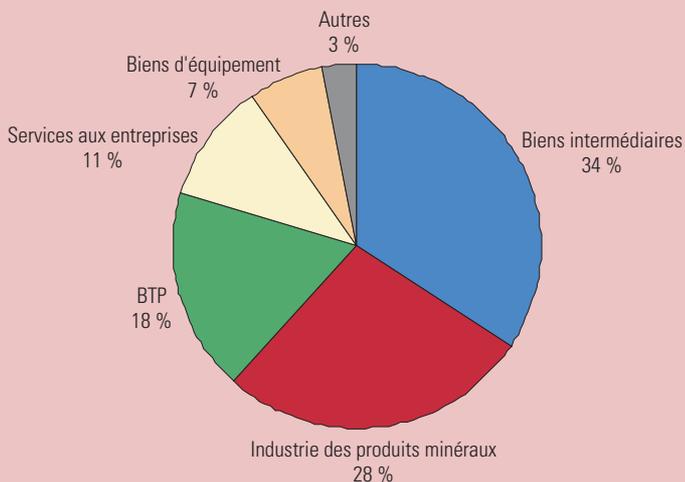
L'investissement public est toujours le plus dynamique avec plus de 30 % de hausse, grâce aux chantiers et en particulier le chantier de la route des Tamarins. En 2006, le montant total investi par l'État et les collectivités locales dépasse 850 millions d'euros. Les investissements des entreprises privées demeurent globalement dynamiques, quoiqu'en légère décélération après le bond de 2005.

La tendance se révèle assez hétérogène entre des activités en phase de développement (photovoltaïque...) et les secteurs traditionnels. Leurs encours de crédits d'équipement progressent de 10 % (après + 18 % en 2005) et les imports de machines et d'équipements de 16 % (après + 36 % en 2005). L'investissement en logement des ménages réunionnais se maintient à un niveau très élevé (700 millions d'euros). Néanmoins, il n'accélère plus et semble avoir atteint un plafond bien que la demande de logement reste forte.

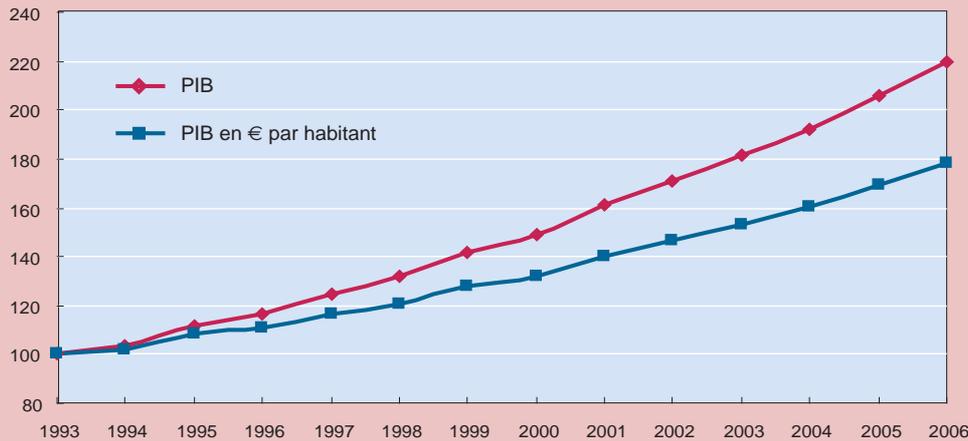
Pour le secteur du BTP, 2006 restera une excellente année : sa valeur ajoutée s'accroît de plus de 15 % en

Les consommations intermédiaires du secteur du BTP

(en valeur, 2006)



Évolution du PIB



1993 à 2003 : comptes définitifs, 2005 et 2006 : estimations comptes rapides

volume. Avec les industries des biens intermédiaires et des produits minéraux, ce sont les secteurs qui réalisent les plus belles performances. Le dynamisme du BTP entraîne les secteurs en amont de sa production. Pour répondre à la hausse rapide de la production, les consommations intermédiaires utilisées par le BTP progressent de 10 % en volume. Elles sont à 60 % produites localement et à 40 % importées. Elles se composent pour 34 % de produits industriels intermédiaires (bois, métaux, composants électriques...), pour 28 % de produits minéraux, pour 18 % de produits du BTP, 11% de services aux entreprises (y compris financiers), 7 % de biens d'équipement.

Moindre progression de la consommation...

En 2006, le rythme d'évolution de la consommation des ménages perd plus d'un point par rapport à 2005. La chute a été brutale en début d'année, pendant la durée de l'épidémie de chikungunya, suivie par une reprise en milieu d'année. Le rythme élevé du second semestre n'a cependant pas compensé les pertes du 1^{er} semestre. Au-delà de cet aspect conjoncturel, le revenu disponible des ménages,

exprimé en euros constants, c'est-à-dire leur pouvoir d'achat, a progressé moins rapidement qu'en 2005 sous l'effet de l'accélération des prix. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté à un rythme estimé à 5,7 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. Hors effet prix, c'est-à-dire en déduisant l'effet de la hausse des prix (+ 2,6 % en moyenne en 2006), la consommation des ménages ne s'accroîtrait que de 3,1 %. La consommation des ménages en volume progresse donc moins vite que la moyenne observée au cours des dix dernières années (+ 4,1 %). Mais il est vrai que la consommation a été très vive au cours de cette décennie grâce aux mesures de relèvement du Smic et des prestations sociales.

Les achats de biens de consommation, notamment pour l'équipement du foyer, la vidéo, l'habillement et la pharmacie demeurent dynamiques en 2006, comme en témoigne la hausse de 5 % des imports de ces produits. À l'opposé, les ventes de véhicules de tourisme chutent de 13,8 % en l'absence du salon bisannuel de l'automobile. Par ailleurs, la facture énergétique des ménages s'est encore alourdie bien qu'ils aient réduit leur utilisation de produits pétroliers sous l'effet des hausses de prix. La consommation

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit "quasi-comptable". Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements de ces comportements.

d'essence a ainsi baissé de 6,7 % tandis que les prix à la consommation des produits pétroliers se sont accrus de +10,7 % en moyenne sur l'année.

... et du revenu disponible brut

Le freinage de la consommation en rythme annuel s'explique par des arbitrages défavorables à la consommation au 1er trimestre, ainsi que par la moindre hausse du revenu disponible des ménages. En 2006, la hausse du revenu disponible brut global des ménages est estimée à 6,2 % en valeur, soit + 3,5 % hors inflation. Par rapport à l'année 2005, le ralentissement approche 0,6 point. Il provient principalement de l'accélération des prix.

Comme en 2005, le supplément de revenu des ménages est principalement alimenté par les salaires, la hausse de la masse salariale dépassant celle des prestations sociales. La masse salariale distribuée par le secteur marchand s'accroît en effet à un rythme très soutenu, supérieur à 10 %, pour la deuxième année consécutive principalement grâce à l'amélioration de l'emploi. Si la hausse des effectifs salariés est plus rapide qu'en 2005, celle des salaires moyens est moins vive. Les salaires du secteur privé ont en effet bénéficié d'une revalorisation du Smic moins forte que l'an passé (+ 3,05 % au 1^{er} juillet 2006 après + 5,5 % au 1^{er} juillet 2005). Les journées de travail perdues liées au chikungunya ont aussi pesé sur les salaires moyens.

La progression rapide de la masse salariale globale distribuée dans l'économie réunionnaise masque des disparités sectorielles profondes.

Le BTP affiche la masse salariale la plus dynamique (la hausse est estimée à plus de 20 %), grâce à la fois aux recrutements nombreux et aux niveaux de salaire plus élevés. Les revenus distribués par les activités immobilières et les

Comptes d'exploitation des branches

	Évolution en valeur (en %)		Valeur 2006 (millions d'€)
	2005	2006	
Production	7,7	6,8	19 780
Consommations intermédiaires	7,9	6,7	8 010
Valeur ajoutée	7,5	6,8	11 770
Excédent brut d'exploitation	6,8	6,1	4 510

services aux entreprises progressent aussi de l'ordre de 15 %. A contrario, la masse salariale distribuée par les hôtels se replie nettement : la baisse est estimée à plus de 10 %.

Freinage des prestations sociales

Autre composante importante du revenu des ménages : les prestations sociales. Le montant des prestations versées par la Caisse d'allocations familiales aux ménages atteint 1 294 millions d'euros, en hausse de 4,7 %, soit un rythme comparable à celui de l'année précédente.

Les prestations versées par l'Assedic reculent à nouveau : - 8 % en 2006 après - 5,1 % en 2005. Elles s'abaissent à 328 millions d'euros, conséquence de l'amélioration de l'emploi et de la mise en place de la nouvelle convention d'assurance chômage signée en janvier 2006. Au total, les prestations en espèces versées par la CAF et l'Assedic ne progressent que de 1,5 % (après + 2,4 % en 2005).

Le PIB par habitant poursuit son rattrapage

Au final, le PIB moyen par habitant de La Réunion, exprimé en monnaie courante, progresse de 5,2 %, plus vite qu'au rythme moyen observé au cours des dix dernières années (+ 4,6 % en moyenne par an entre 1995 et 2005). Il s'accroît aussi plus vite qu'au niveau national (+ 3,7%), poursuivant ainsi lentement son rattrapage. Une hausse de la population moins rapide en 2006 que l'année précédente a permis cette belle progression.

■ Nadine Jourdan, Christiane Millet
Direction Régionale Insee - La Réunion

Les publications CEROM

Réunion : "Émergence de nouveaux moteurs de croissance" - novembre 2005

Réunion : "Une double transition presque réussie" - octobre 2004

Guadeloupe : "Une économie en déficit ... d'image" - juin 2004

Martinique : "L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une économie vertueuse ?" - juin 2005

Saint-Pierre et Miquelon : "Premières synthèses sur l'économie de Saint-Pierre et Miquelon en 2004" - septembre 2006

Nouvelle-Calédonie : "L'économie calédonienne en mouvement" - novembre 2005

Comptes économiques définitifs de La Réunion sur www.insee.fr/reunion

